

N° 108
SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2022-2023

10 mai 2023

PROPOSITION DE LOI

*visant à faciliter le passage et l'obtention
de l'examen du permis de conduire*

*Le Sénat a modifié, en première lecture, la proposition de loi,
adoptée par l'Assemblée nationale en première lecture,
dont la teneur suit :*

Voir les numéros :

Assemblée nationale (16^e législature) : 793, 947 et T.A. 95.

Sénat : 453, 564 et 565 (2022-2023).

Article 1^{er}

- ① Après l'article L. 221-3 du code de la route, il est inséré un article L. 221-3-1 ainsi rédigé :
- ② « *Art. L. 221-3-1.* – L'État, les collectivités territoriales et leurs groupements rendent publics, sur une plateforme numérique nationale gérée par Pôle emploi, les dispositifs de financement de la formation à la conduite qu'ils proposent aux particuliers.
- ③ « Cette plateforme oriente les particuliers vers les dispositifs numériques permettant de choisir son établissement d'enseignement de la conduite et de s'inscrire à l'examen du permis de conduire.
- ④ « Un décret en Conseil d'État précise les modalités de mise en œuvre du présent article. »

Article 1^{er} bis

- ① L'article L. 312-13 du code de l'éducation est ainsi modifié :
- ② 1° Le second alinéa est ainsi modifié :
- ③ a) Après le mot : « passage », sont insérés les mots : « et la préparation » ;
- ④ b) Les mots : « peut être organisé » sont remplacés par les mots : « peuvent être organisés » ;
- ⑤ c) Les mots : « , dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article L. 214-6-2 du présent code, » sont supprimés ;
- ⑥ 2° Sont ajoutés deux alinéas ainsi rédigés :
- ⑦ « Le représentant de l'établissement peut autoriser, après accord de la collectivité territoriale propriétaire des bâtiments, l'utilisation de locaux et d'équipements scolaires des lycées et des établissements régionaux d'enseignement adapté, pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue, par des entreprises ou des organismes de formation afin d'organiser la préparation et le passage de l'épreuve théorique du permis de conduire.

- ⑧ « Cette autorisation est subordonnée à la passation d'une convention entre le représentant de l'établissement, le représentant de la collectivité propriétaire des bâtiments et la personne physique ou morale qui désire organiser ces activités, précisant notamment les obligations pesant sur l'organisateur en ce qui concerne l'application des règles de sécurité, la prise en charge des responsabilités et de la réparation des dommages éventuels ainsi que les conditions financières de l'utilisation des locaux et des équipements, dans le respect du code général de la propriété des personnes publiques. »

Articles 2 et 2 bis

(Conformes)

Article 3

- ① Le premier alinéa de l'article L. 221-5 du code de la route est ainsi rédigé :
- ② « L'autorité administrative peut recourir à des agents publics ou contractuels comme examinateurs autorisés à faire passer l'épreuve pratique du permis de conduire des véhicules du groupe léger. L'autorité administrative recourt à ces agents en nombre suffisant pour garantir que le délai médian entre deux présentations d'un même candidat à cette épreuve pratique n'excède pas quarante-cinq jours. »

Article 3 bis A (nouveau)

- ① Le livre II du code de la route est ainsi modifié :
- ② 1° À la première phrase du I de l'article L. 211-1 A, les mots : « ou d'un examinateur, agent public ou contractuel » sont remplacés par les mots : « , d'un examinateur mentionné à l'article L. 221-5 ou d'un examinateur auquel a recours l'organisateur agréé mentionné à l'article L. 221-6 » et, après le mot : « examen », sont insérés les mots : « théorique ou pratique » ;
- ③ 2° À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 211-1, les mots : « un inspecteur du permis de conduire et de la sécurité routière » sont remplacés par les mots : « l'une des personnes mentionnées au I de l'article L. 211-1 A » ;

- ④ 3° Le deuxième alinéa de l'article L. 221-5 est supprimé.

Articles 3 bis et 3 ter

(Supprimés)

Article 3 quater

(Conforme)

Article 4

(Suppression conforme)

Délibéré en séance publique, à Paris, le 10 mai 2023.

Le Président,

Signé : Gérard LARCHER